Après le ménage, la lutte

C’est un conflit qui dure depuis avril 2013, date à laquelle la convention collective dans le secteur du nettoyage a été résiliée. Depuis, aucun accord n’a été conclu. Ce secteur, qui compte plus de 8.000 salarié-e-s, dont bien 90 % sont des femmes, est depuis lors en lutte.

Les enjeux sont multiples : les salaires tout d’abord, qui ne sont payés que 30 centimes de plus que le salaire social minimum (SSM), c’est-à-dire 11,44. Mais ce n’est pas tout : selon un jugement, les entreprises sont obligées de rémunérer à hauteur du salaire social minimum qualifiée les salarié-e-s qui peuvent afficher 10 années d’expérience professionnelle dans une branche même s’il-elles ne disposent pas d’un diplôme.

Un jugement que le patronat refuse d’accepter, raison pour laquelle l’Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) a fait insérer dans son accord avec le gouvernement un passage qui remet en cause la législation concernant le SSM qualifié.

Prime au non-respect de la loi

Mais ce n’est pas tout : le patronat exige davantage de « flexibilité ». Or, comme vous le verrez dans ce témoignage, la flexibilité du personnel d’entretien est actuellement déjà à son comble. Pas étonnant non plus que l’accord cité plus haut prévoit également une refonte du Plan d’organisation du travail (POT)…

Sans parler des congés : 25 jours par an (le minimum légal). Au bout de 15 ans, c’est une demi-journée de plus et une de plus au bout de 25 ans. Ce que le patronat juge… excessif… Et encore faut-il tenir le coup aussi longtemps dans un secteur aussi épuisant physiquement.

La lutte des femmes de ménage n’est pas des plus faciles : sur

le terrain, il n’est pas évident d’organiser un personnel dont les horaires de travail varient fortement et qui dont les « chantiers » sont dispersés sur tout le territoire du pays.

Au niveau électoral, ils, ou plutôt elles, ne disposent que d’un poids politique quasi inexistant : la majorité d’entre elles, lorsqu’elles ne sont pas frontalières, sont résidentes mais pour la plupart non-Luxembourgeoises, donc sans droit de vote.

Est-ce une raison pour laquelle le gouvernement est aux abonnés absents ? Est-ce une raison pour laquelle on entend si peu parler de ce combat qui dure depuis bientôt deux ans alors qu’il concerne presque 9.000 personnes ?

Le Luxembourg un paradis? A condition d’être en haut

Le patronat, dont les entreprises et les domiciles se transformeraient vite en taudis s’il ne pouvait plus compter sur le travail des femmes de ménage, se montre intransigeant, jouant sur le pourrissement.

Dans la vidéo qui suit, Goosch s’est entretenu avec Estelle Winter, secrétaire centrale de l’OGBL en charge des services du nettoyage et elle-même ancienne femme de ménage. Elle nous explique la dure réalité du terrain, les conditions de travail du personnel d’entretien et les enjeux de ce bras-de-fer. « On ne se laissera pas faire », prévient-elle, déterminée. Raison de plus pour tous les citoyen-ne-s de leur apporter leur soutien.